

Ce qui change aujourd'hui



Ce qui change aujourd'hui

Comme à chaque rentrée de septembre, des changements sont attendus dans le quotidien

Ce qui change ce 1er septembre, n'a pas la même importance pour tous.

Pour la jeunesse c'est évidemment la rentrée scolaire et la fin d'une longue période de vacances. Demain jeudi ils seront quelque 12 millions d'élèves à retourner en classe : maternelles, écoles primaires et collèges vont retrouver leur effervescence..

Les aînés eux, auront l'œil tourné vers le compteur des pompes à essence. La remise de l'état passe de 18 centimes à 30 centimes par litre et ce jusqu'au 31 octobre ou l'aide ne sera plus que de 10 centimes au litre pour les mois de novembre et décembre. De son côté Total énergie a annoncé depuis plusieurs semaines une baisse propre de 20 centimes dans ses stations durant les 2 mois à venir, ramenée à 10 centimes en novembre et décembre.

Une question se pose, comment vont réagir les autres distributeurs et notamment les grandes surfaces ?

Tickets resto

À compter de ce jeudi 1er septembre, le plafond des titres-restaurant passe de 19 à 25 euros. Les Français en bénéficiant pourront les utiliser pour toutes les courses alimentaires, qu'elles soient directement consommables ou non. Et ce jusqu'au 31 décembre 2023. Plus de 4,5 millions de salariés sont concernés par ce coup de pouce.

La loi sur l'assurance emprunteur s'ouvre à tous les contrats

La loi « pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur », dite loi Lemoine, adoptée en février, s'appliquera à tous les contrats. Tous les emprunteurs pourront désormais changer à tout moment, et sans frais, leur assurance de prêt d'un crédit immobilier à usage d'habitation. Une modalité qui ne s'appliquait jusque-là qu'aux contrats conclus depuis le 1er juin.

Aide exceptionnelle aux foyers modestes

À partir du 15 septembre, près de 10,8 millions de foyers modestes recevront une aide exceptionnelle de 100 €, plus 50 € par enfant à charge. Le dispositif profitera aussi aux bénéficiaires des minima sociaux (RSA, allocation aux adultes handicapés), des APL, de la prime d'activité et aux étudiants boursiers.